

MINISTERE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITE URBAINE

ARRETE n° 15 MVSU. CAB. DU. du 24 mai 2008 portant nomination des membres de la cellule Genre du ministère de la Ville et de la Salubrité urbaine.

LE MINISTRE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITE URBAINE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-473 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Ville et de la Salubrité urbaine ;

Vu le décret n° 2007-569 du 10 août 2007 portant organisation du ministère de la Famille et des Affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 71 MVSU. CAB. du 19 novembre 2007 portant nomination du responsable de la cellule Genre du ministère de la Ville et de la Salubrité urbaine ;

Vu l'arrêté n° 07 MVSU. CAB. du 6 février 2008 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la cellule Genre du ministère de la Ville et de la Salubrité urbaine ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. – Sont nommées membres du Comité de Pilotage de la cellule Genre du ministère de la Ville et de la Salubrité urbaine, les personnes suivantes :

Cabinet

Mme BODOUA Affoua Hélène, conseiller technique.

Inspection générale

Mme BARRO Amina, inspecteur général adjoint.

Direction générale des Politiques urbaines

PAYNE Joseph Alcide Ahatier, directeur générale.

Direction générale de la Salubrité et du Cadre de Vie

Dr ALEBE Guy Désiré, directeur général.

Direction des Affaires administratives et financières

KOFFI Foffié, sous-directeur de l'Équipement et de la Maintenance.

Direction des Affaires juridiques et de la Coopération

Mme KOUABLE Gueu Clarisse Loa, directeur des Affaires juridiques et de la Coopération.

Direction de la Communication et du Civisme en cité

Mme DJETOU Baldé Mariama.

Structures sous-tutelle

Mme N'GUESSAN Kouakou Adelina, directeur général de l'Agence nationale de la Salubrité urbaine .

M. GNANZI Guéla Anicet, directeur général de l'Agence nationale de Rénovation urbaine ;

M. N'GUESSAN Essoh Marcel, secrétaire permanent de l'Observatoire national de l'Embellissement.

Art. 2. – Sont nommées membres du secrétariat technique de la cellule Genre du ministère de la Ville et de la Salubrité urbaine, les personnes suivantes :

Secrétaire permanent

Mme BRAGORI Hélène, chef de service.

Secrétaire adjoint

Mme KOUADIO Ahoukou épouse EDDO, chargée d'études.

Trésorier

GNONGBRE Abalé Guisso, sous-directeur du Budget et de la Comptabilité.

Communication

Mlle KLA Haphouet Estelle.

Art. 3. – Les fonctions des membres de la cellule Genre sont gratuites. Toutefois, les frais de mission sont pris en charge sur le budget de la cellule.

Art. 4. – Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 24 mai 2008.

Théodore MEL EG.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE LA REINSERTION

DECRET n° 2008-93 du 28 février 2008 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction en abrégé « ANARREC ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu l'accord politique de Ouagadougou ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics et abrogeant la loi n° 80-1070 du 13 septembre 1980 ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 81-137 du 18 février 1981 portant régime financier et comptable des Etablissements publics nationaux, tel que modifié par le décret n° 96-728 du 19 septembre 1996, ensemble les textes subséquents ;

Vu le décret n° 82-402 du 21 avril 1982 portant organisation administrative des Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 84-67 du 25 janvier 1984 réglementant la gestion et la comptabilité des biens et matières des Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 85-1087 du 16 octobre 1985 relatif à la situation des personnels des Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-467 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier. – Il est créé un Etablissement public national administratif dénommé Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction en abrégé « ANARREC ».

L'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

La tutelle administrative et technique sur l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction est exercée par le ministre en charge de la Reconstruction et de la Réinsertion et la tutelle financière par le ministre en charge de l'Economie et des Finances.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction sont fixés par le présent décret.

Art. 2. – Le siège de l'agence est fixé à Abidjan.

Art. 3. – L'agence a pour mission d'assurer pour le compte de l'Etat la maîtrise d'ouvrage déléguée pour tous programmes et projets nationaux en matière de reconstruction et de réinsertion.

L'agence accomplit sa mission dans le respect des orientations générales arrêtées par l'Etat en matière de reconstruction et de réinsertion et dans le cadre de la coopération régionale et internationale.

A ce titre, l'agence :

- participe à la définition de la politique générale de reconstruction et réinsertion ;

- participe, en liaison avec la direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion (DGRR), les ministères et les structures techniques concernées à l'élaboration de stratégies, de programmes régionaux, sectoriels ou catégoriels adaptés ;

- participe aux activités des comités consultatifs régionaux de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

- recherche en liaison avec la direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion les partenaires techniques et avec la direction de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources (DCMR) les partenaires financiers ;

- établit, en concertation avec les ministères et structures techniques concernés, la normalisation des méthodes et moyens de conception et de réalisation des projets ainsi que des procédures d'exécution ;

- participe à la conception des projets identifiés ;

- valide en accord avec la direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion, le choix des partenaires techniques pour la réalisation des projets ;

- valide les chronogrammes de mise en œuvre des programmes et projets ;

- coordonne et assure le suivi global de la réalisation de tous les projets engagés ;

- analyse et exploite les retours d'expériences issus des réalisations engagées dans les différents domaines tant au niveau national qu'international et met en œuvre des actions correctives ;

- participe à la promotion des programmes et projets élaborés ;

- organise en liaison avec les ministères techniques et les structures spécialisées, les revues d'avancement des programmes avec les partenaires au développement et les bailleurs de fonds.

Art. 4. – Les modalités d'intervention de l'agence pour le compte d'une administration de l'Etat ou d'une structure parapublique sont précisées dans une convention qui peut prévoir, à la demande de l'administration intéressées, l'élaboration des termes de référence ;

- l'agence peut également assurer, à la demande et pour le compte de personnes morales de droit public, autres que l'Etat, ainsi que d'organismes chargés d'une mission de service public des prestations pour concevoir, développer et mettre en œuvre des projets relatifs à la reconstruction et à la réinsertion.

Art. 5. – Les organes de l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction sont :

- le conseil de gestion ;

- la direction ;

- les départements ;

- les chefs de projet ;

- les antennes régionales.

TITRE 2

Le Conseil de gestion

L'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction est placée sous le contrôle et l'autorité d'un conseil de gestion.

Art. 7. – Le Conseil de gestion comprend :

- un représentant du ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion, président ;

- un représentant du ministère du Plan et du Développement ;

- une représentant du ministère de l'Economie et des Finances ;

- un représentant du ministère de l'Intérieur ;

- un représentant du ministère de la Solidarité et des Victimes de Guerre ;

- un représentant du ministère de la Santé ;

- un représentant du ministère de la Fonction publique et de l'Emploi ;
- un représentant du ministère des Infrastructures économiques ;
- un représentant du ministère de la Construction, de l'Habitat et de l'Urbanisme ;
- un représentant du ministère de la Jeunesse, du Sports et des Loisirs ;
- un représentant de l'Assemblée des Départements et Districts de Côte d'Ivoire (ADDICI) ;
- un représentant de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI).

Art. 8. – La durée des fonctions de membres de Conseil de gestion est de trois ans, renouvelable une seule fois.

Art. 9. – Le Conseil de gestion se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que de besoin sur convocation de son Président, ou de la moitié au moins de ses membres. Le Président du Conseil de gestion arrête l'ordre du jour sur proposition du directeur de l'Agence.

Le Conseil de gestion suit, de façon permanente, la bonne exécution des missions confiées à l'agence.

Le Conseil de gestion ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 10. – Le Conseil de gestion contrôle la préparation et l'exécution du budget et examine le compte financier produit par l'agent comptable en fin d'exercice, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Conseil de gestion est chargé notamment d'examiner et de délibérer sur :

- les contrats et le suivi de leur exécution ;
- les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement et les schémas de financements des projets d'investissement ;
- les états financiers ;
- le tableau de classification des emplois ;
- les conditions d'attributions des emplois fonctionnels ;
- les marchés et les conventions conclus par l'agence ;
- les acquisitions, les transactions ou toutes opérations immobilières relevant de l'activité de l'agence et d'une façon générale toute autre question relevant de l'activité de l'agence.

Il arrête son règlement intérieur.

Le directeur de l'agence assure le secrétariat du Conseil de gestion.

Le Président peut appeler à participer aux séances, à titre d'expert, toute personne dont il juge la présence utile.

TITRE 3

La direction

Art. 11. – L'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Il a rang de directeur général d'administration centrale.

Art. 12. – Le directeur est habilité à prendre toute décision dans les domaines relevant de ses attributions telles que définies dans le présent article.

Le directeur est l'ordonnateur principal de l'agence.

Le directeur est chargé notamment :

- d'assurer la direction administrative, financière et technique de l'agence ;
- de proposer l'organisation des services de l'agence, le statut particulier de son personnel ainsi que son régime de rémunération ;
- de représenter l'agence auprès des tiers et dans les actes civils, administratifs, financiers et judiciaires conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- d'établir des rapports périodiques sur l'activité de l'agence qu'il soumet au conseil de gestion pour examen et adoption.

TITRE 4

Les départements

Art. 13. – La direction de l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction comprend deux départements, huit chefs de projet, dix-neufs antennes régionales et les services suivants qui lui sont directement rattachés :

- le service finances, comptabilité ;
- le service des ressources humaines, juridiques et qualité ;
- le service communication et relation publique.

Chaque département est dirigé par un chef de département nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion. Les Chefs de départements ont rang de directeur d'administration centrale.

Chaque chef de département est assisté de quatre chefs de projets, nommés par arrêté du ministre en charge de la Reconstruction et de la Réinsertion, sur proposition du directeur de l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction.

Les chefs de projet et les chefs de service finances/comptabilité, ressources humaines/juridiques et communication/relations publiques ont rang de Conseiller technique de Cabinet ministériel.

Les antennes régionales sont dirigées par des chefs de service ayant rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 14. – La direction opérationnelle de la réinsertion est chargée sous l'autorité du directeur de la coordination, de la supervision et la mise en œuvre de tous les projets de réinsertion.

Art. 15. – La direction opérationnelle de la reconstruction est chargée sous l'autorité du directeur de la coordination, de la supervision et la mise en œuvre de tous les projets de reconstruction.

Art. 16. – Les chefs de service des Antennes régionales assurent la préparation, la conduite et l'évaluation des programmes d'actions à eux confiés par le directeur dans le cadre des missions de l'agence.

Ils assurent le secrétariat technique des Comités consultatifs régionaux de la Reconstruction et de la Réinsertion (CCRRI).

Ils présentent aux Comités consultatifs régionaux de la Reconstruction et de la Réinsertion les orientations, les programmes et les projets retenus par l'agence.

Ils exercent leurs missions en liaison étroite avec les services de l'Etat et rendent compte régulièrement au directeur.

TITRE 5

Dispositions financières

Art. 17. – L'Agence nationale de la Reconstruction et de la Réinsertion est soumise au régime financier et comptable défini par les dispositions financières en vigueur.

les antennes régionales sont dirigées par des chefs de service ayant rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 14. – Le département opérationnel de la réinsertion est chargé sous l'autorité du directeur de l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction, de la coordination, de la supervision et de la mise en œuvre de tous les projets de réinsertion.

Art. 15. – Le département opérationnel de la reconstruction est chargé sous l'autorité du directeur de l'Agence, de la coordination, de la supervision et de la mise en œuvre de tous les projets de reconstruction.

Art. 16. – Les chefs de service des Antennes régionales assurent la préparation, la conduite et l'évaluation des programmes d'actions à eux confiés par le directeur dans le cadre des missions de l'agence.

Ils assurent le secrétariat technique des Comités consultatifs régionaux de la Reconstruction et de la Réinsertion (CCRRI).

Ils présentent aux Comités consultatifs régionaux de la Reconstruction et de la Réinsertion les orientations, les programmes et les projets retenus par l'agence.

Ils exercent leurs missions en liaison étroite avec les services de l'Etat et rendent compte régulièrement au directeur.

TITRE 5

Dispositions financières

Art. 17. – L'Agence nationale de la Reconstruction et de la Réinsertion est soumise au régime financier et comptable défini par les dispositions financières en vigueur.

TITRE 6

Le Contrôle

Art. 20. – Le contrôleur budgétaire et l'agent comptable de l'agence sont nommés par arrêté du ministre conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 21. – Le contrôle *a posteriori* des comptes et de la gestion de l'Agence nationale de la Réinsertion et de la Reconstruction est exercé par la Cour des Comptes.

Art. 22. – Des régies d'avances et de recettes peuvent être créées par le ministre de l'Economie et des Finances conformément aux dispositions en vigueur en la matière.

TITRE 7

Dispositions finales

Art. 23. – Le ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 28 février 2008.

Laurent GBAGBO.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

ARRETE n° 53 PG. D2. du 8 novembre 2006 portant agrément de la coopérative agricole Tayo de Duékoué, (C.A.TAYO) Sous-préfecture de Duékoué, Département de Duékoué.

LE PREFET DE REGION DU MOYEN CAVALLY,
PREFET DU DEPARTEMENT DE GUIGLO,

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961, relative au fonctionnement des Départements, des Préfectures et Sous-préfectures ;

Vu la loi n° 69-241 du 9 juin 1969 portant création du Département de Guiglo ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997, relative aux coopératives, notamment en son article 43 ;

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001, relative à l'organisation générale de l'Administration territoriale ;

Vu le décret n° 74-264 du 19 juin 1974 portant délégation de pouvoirs des ministres aux préfets ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attribution et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997, relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 2005-243 du 2 juillet 2005 portant délégation dans les fonctions de Préfet de la Région du Moyen-Cavally, Préfet du Département de Guiglo ;